

# Le rôle du théoricien et le statut de la théorie chez Walras et Schumpeter

Andrée Kartchevsky, Marlyse Pouchol  
ECONOMIX, Paris X-Nanterre ; LabRII, Reims

Une cinquantaine d'années sépare les deux auteurs. Léon Walras (1834-1910), le plus ancien, est marqué par les événements politiques de son époque. Alors qu'il n'est encore qu'un collégien dans le nord-ouest de la France, la République de 1848 instaure le suffrage universel. Il réagit avec enthousiasme comme l'indique ces citations tirées de la préface de son roman "*Francis Sauveur*" écrit dans sa jeunesse : "*de ce jour, vous êtes tous citoyens, tous électeurs, tous législateurs, tous égaux*". (Boson, p.57) De plus, il voit dans cette instauration "*l'enfantement d'un principe libérateur*" susceptible d'éviter à l'avenir des révolutions sanglantes. Malgré les désillusions qui font suite au coup d'État rétablissant l'Empire, Walras ne se départira pas de sa ferveur républicaine ni de sa passion pour les valeurs de liberté et d'égalité, mais il s'agira désormais de les soutenir de façon plus élaborée. Ainsi, son oeuvre d'économie politique est-elle traversée par le souci d'enraciner plus solidement les principes républicains en les associant à des vérités scientifiques incontestables. Pour sa part, Joseph A. Schumpeter (1883-1950) sera plutôt interpellé par les phénomènes de crise économique, celle de 1905 qui survient dans sa jeunesse le marquera particulièrement. Une bonne part de ses travaux sera consacrée à la découverte du principe explicatif de l'évolution économique et il aura tendance à voir dans les événements qui jalonnent l'histoire, y compris la révolution soviétique, des conséquences logiques de transformations progressives plutôt que des victoires d'idées révolutionnaires. Ainsi, l'auteur d'origine autrichienne est-il beaucoup plus circonspect vis-à-vis des valeurs politiques qu'il considère comme des affaires de goût ou de croyance personnelle qui n'ont aucun rapport avec une activité scientifique authentique.

Malgré ces divergences, les deux auteurs ont des points communs. Ils se démarquent l'un et l'autre d'auteurs socialistes : Proudhon pour Walras (1860) et Marx pour Schumpeter, tout en acceptant cependant chacun de reconnaître une part de vérité et de justesse aux théories de leurs adversaires. Walras considère que l'objectif de justice sociale poursuivi par le courant socialiste est tout à fait légitime, mais il est en désaccord sur les moyens de l'atteindre. Il préconise des réformes sociales plutôt qu'une révolution radicale et n'accuse pas, à l'instar du socialiste français, le "système de propriété privée" d'être responsable des injustices. De son côté, Schumpeter adopte une question que l'on trouve déjà chez Marx, tout en lui donnant une réponse totalement différente. Ainsi, malgré les "*errements théoriques*" qui la caractériserait, il reconnaît aussi que l'oeuvre de Marx contient une "*réussite majeure*", celle de la conception d'un principe où "*l'évolution économique telle qu'elle se poursuit, sous sa propre impulsion, à travers le temps historique (engendre) à chaque instant la situation qui, d'elle-même donnera naissance à la suivante*" (Schumpeter [1947], p.69). S'il adhère à cette vision d'un processus contenant une logique du mouvement dont il s'agit de découvrir l'origine, Schumpeter ne fait toutefois pas de la "lutte des classes", le moteur de l'histoire. Pour lui, la dynamique est plutôt à rechercher du côté de l'initiative individuelle ainsi que dans les changements sociologiques et institutionnels.

Walras et Schumpeter sont donc tous deux conduits à faire la part des choses entre celles des idées du courant socialiste qui sont à considérer comme intéressantes et celles qui sont inacceptables. Mais la partition n'est évidemment pas la même chez chacun d'eux.

Prenant acte de son engagement vers plus de justice sociale, Schumpeter présentera l'économiste français dans son "*Histoire de l'analyse économique*" en annonçant : "*on ne peut mieux décrire Walras que comme un semi-socialiste*" (Schumpeter [1954], p.194). Malgré cette

touche critique, Schumpeter n'hésitera pas toutefois à voir en lui "*the greatest of all economists*", dans la mesure où ses préoccupations politiques n'auraient pas affecté la qualité de son travail scientifique. L'importance de l'oeuvre de Walras tiendrait à sa «*théorie pure*» et à "*son idée de l'équilibre général*" qui renvoie à «*la conception d'un cosmos économique fait d'un système de quantités interdépendantes.*» (Schumpeter [1954], p.213) La postérité a suivi la sélection de Schumpeter, puisque Walras est avant tout connu pour ses "*Éléments d'économie politique pure*" qui présentent une économie mathématique bien abstraite tandis que la suite de son oeuvre<sup>1</sup> qui traite de questions plus ancrées dans la réalité et qui donne toute son importance à ces bases théoriques a été négligée.

En ce qui concerne Schumpeter, si pendant de nombreuses années, on a pu penser que sa postérité reposait sur Capitalisme, Socialisme et Démocratie, ouvrage de l'âge mûr offrant des analyses et des observations éclairantes de la réalité de son époque, en fait l'appréhension de son héritage retrouve, à juste titre nous semble-t-il, la profondeur théorique de Histoire de l'Analyse Économique et des travaux de jeunesse. Schumpeter a, en fait, adopté ce que Walras avait initié, c'est-à-dire, l'idée que le travail de l'économiste est aussi un travail de déduction logique portant sur des relations à établir entre des éléments de base qui sont des "*types idéaux*" (Walras [1952], p.29) sortis de la réalité. Il a conçu le projet de réaliser une oeuvre d'économie pure portant sur un autre thème que celui qui avait été traité par l'économiste français.

Pour résumer, Walras a un objectif pratique qui doit passer selon lui par la réalisation d'une démarche théorique ; à l'inverse Schumpeter a l'ambition de réaliser une oeuvre théorique, celle-ci passant par une volonté de montrer au plus près la réalité "vraie".

Reste à savoir si le thème et la démarche peuvent être compatibles.

## I. Le rôle du théoricien chez les deux auteurs

### 1. Le "*semi-socialisme*" de Walras

Walras cherche à convaincre les socialistes. Il est persuadé que c'est un manque de savoir économique qui leur fait accuser le système de propriété privée, le rendant notamment responsable des injustices commises envers les travailleurs. Il faut noter d'emblée que ce souci d'emporter la conviction socialiste marque le signe d'un respect de Walras vis-à-vis de ceux qu'il classe dans les rangs des "*progressistes*". Ils sont, comme lui, ouverts au changement, animés par la recherche d'un "idéal social" et désireux d'étendre la science pour y parvenir. Walras peut donc espérer qu'une démonstration suffisamment solide des vertus du laisser-faire sera de nature à leur faire douter des solutions radicales qu'ils préconisent. Il pense que des "*hommes de progrès*" ne pourront pas manquer de se rendre à la raison d'une argumentation scientifiquement fondée. Walras est, en revanche, particulièrement agacé de l'attitude de "*l'école économiste*" qui, au lieu de répondre avec des arguments sérieux à la critique socialiste se contente de répéter le dogme du laisser-faire et rejette systématiquement toute intervention de l'État et tout changement social.

#### A. Une critique du libéralisme économique

Ces libéraux ne proposent rien pour améliorer la condition ouvrière et accentuent ainsi le malaise social en se figeant sur des positions satisfaites. Il n'a pas de mots assez durs pour fustiger "*une économie politique officielle, servante à tout faire du conservatisme et de la féodalité financière*"<sup>2</sup> (Walras, EES, p.424) "*une école orthodoxe*" qui, "*en vertu d'arguments variés, souvent contradictoires, et toujours mauvais, nous donne le régime social actuel, comme*

---

<sup>1</sup> "*Études d'économie sociale : théorie de la répartition de la richesse sociale*" (1896) et "*Études d'économie politique appliquée : théorie de la production de la richesse sociale*" (1898).

<sup>2</sup> À noter que M. Boson attribue cette phrase à son père, Auguste Walras, tirée d'une lettre à son fils du 13 avril 1860. *Léon Walras, fondateur de la politique économique scientifique*. LGDJ. 1951, p. 74.

*un nec plus ultra susceptible de suffire à l'humanité jusqu'à la consommation des siècles*<sup>3</sup>. Walras est donc moins sévère à l'égard des socialistes, exception faite toutefois de Proudhon, qu'il ne l'est à l'égard d'un libéralisme "orthodoxe" : refuge des "conservateurs satisfaits". Si la discipline économique se contente d'affirmer la supériorité de ses préceptes sans démonstration, elle utilise un argument d'autorité peu incompatible avec les valeurs républicaines.

Le souci de démonstration de Walras et son insistance sur la science doivent être resitués dans le contexte des idées politiques du XIX<sup>e</sup> siècle où après le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte, les assises de la République ont besoin d'être consolidées. Nicolet rappelle, qu'à cette époque encore, la science est ce qui s'oppose aux croyances religieuses. Alors que la religion avait fondé l'autorité du monarque, c'est à la science que revenait le soin d'assurer la légitimité de la République. Elle se voit chargée de soutenir les valeurs de liberté et d'égalité car "*la République ne peut procéder par voie d'autorité... sans se nier elle-même*"(Nicolet, p.281). La science a, de plus, la charge de proposer des moyens d'établir ces valeurs dans les faits, car la République ne renvoie pas seulement à des institutions politiques où l'État est l'émanation du peuple, elle est aussi un idéal à atteindre.

On peut penser que Walras oriente la discipline économique vers l'accomplissement de ces deux sortes de tâches : la légitimation de ce régime politique, d'une part, et la réalisation de ses valeurs, d'autre part. "*L'école économiste*" qui se contente d'affirmer le laisser-faire comme un dogme religieux à suivre impérativement et qui se satisfait de la situation du moment serait ainsi plus éloignée de l'esprit républicain qui mêle indissociablement progrès et science que les socialistes. Ceci pourrait expliquer la pondération du propos lorsqu'il argumente contre des socialistes qui tablent, pour leur part, sur la raison humaine et la violence du ton qui donne dans l'invective lorsqu'il dénonce un libéralisme orthodoxe qui a plutôt tendance à faire offense à la raison. La critique s'adresse en particulier à Bastiat qui dans ses "*Harmonies économiques*" (1850) cherche à calmer les luttes sociales et les critiques socialistes en s'évertuant à soutenir que le principe du laisser-faire assure autant les conditions de la prospérité que celle de la justice. Dans ce genre d'interprétations et d'extrapolations qui, selon Walras, dénaturent la science économique, le principe libéral se résume à la recommandation de "ne rien faire" et équivaut alors à un éloge du système en place. Bastiat entend prêcher un optimisme propice à la paix sociale. Mais, si ses intentions sont louables, Walras ne peut admettre que la discipline économique soit entraînée sur un terrain idéologique qui fait le lit de la critique socialiste en énonçant des contrevérités.

## B. Les désaccords avec les socialistes

Au lieu de faire l'apologie du système en place, les économistes devraient donc répondre à la critique socialiste en élaborant une argumentation dont le caractère scientifique la rendrait incontestable. Walras qui croit à la force de persuasion des vérités démontrées va s'employer à cette tâche. Mais, s'il faut convaincre les socialistes des vertus du laisser-faire, il faut aussi poser les conditions et les limites de validité de ce principe et faire admettre aux partisans du libéralisme la nécessité de l'intervention de l'État dans certains domaines et dans certaines circonstances. Ce n'est pas le marché et la libre concurrence qui peuvent supprimer les inégalités des conditions entre les individus. On ne peut pas supposer que la question sociale se réglera toute seule, il faut indéniablement une démarche volontaire de nature politique pour apporter des remèdes aux inégalités sociales. Toutefois ce ne sont pas les hommes politiques pas plus que la philosophie politique qui peuvent proposer ces réformes. Cette tâche devrait être à la charge de l'économiste dans la mesure où, selon Walras, ces préconisations devraient se déduire d'une science économique pure ayant permis d'appréhender "*la formule sociale idéale*". Les socialistes sont animés du même souci d'amélioration de la société existante et ils s'efforcent, eux aussi, de trouver par la réflexion "*la formule sociale définitive*". Leur démarche est bonne, cependant ils sont trop "*impatiens*". Ils ne respectent plus la valeur républicaine de liberté dès lors qu'"*ils sont*

---

<sup>3</sup> L. Walras, notice biographique, cité par M. Boson, op. cit, p.78.

*prêts à nous imposer d'autorité et despotiquement, l'application immédiate de cette formule".* (EES, p.12) Walras se déclare "*politiquement*" contre cette impatience (Fréjaville, 2004) et se situe, sur ce point du côté du libéralisme "*dont la caractéristique est l'horreur du despotisme*". Chez Walras, la politique renvoie à une pratique des hommes politiques qui sont perçus comme des hommes de terrain (Lallement, 2004). "*Le rôle de l'homme d'État est d'acheminer telle ou telle société vers cet idéal indiqué par l'homme de science ; il doit se placer au point de vue relatif et chercher un compromis entre les exigences de la science et les circonstances où il se trouve*" (Walras [1898], p. 456). Le personnage politique compose donc avec la réalité, il a affaire à des hommes réels, des citoyens de chair et de sang dont la liberté doit être respectée. Cette "*pratique*" serait donc à distinguer de l'activité de "l'homme de science" dont la réflexion est menée dans un domaine qui traite de "type idéaux". Qu'elle soit pure ou appliquée, la science est à distinguer de la mise en oeuvre pratique qui compose avec le réel et accepte les approximations et les compromis. Selon cet éclairage, l'impatience des socialistes consistant à appliquer trop immédiatement leur formule sociale idéale relèverait donc d'un oubli des êtres réels qui ne sont pas forcément prêts à admettre l'idéal qui leur est proposé.

De plus leur "formule sociale", avant tout axée sur le souci d'éliminer les inégalités, ignore les vérités économiques fondamentales. Il faut leur montrer que le marché et la libre concurrence sont particulièrement bénéfiques à la société tout entière en assurant, en particulier, les conditions de la prospérité. Leur solution sociale ne découle pas d'une analyse méthodique, elle surgit de leur esprit passionné et ils ne sont pas en mesure d'établir les conditions de possibilité et les conséquences de leur projet, faute d'avoir étudié et dégagé les lois de fonctionnement de l'économie. Le socialisme de Proudhon mériterait particulièrement ce type de reproche, Walras le qualifie de "*socialisme empirique*", ce qui doit s'entendre comme une condamnation sévère : "*L'essence de l'empirisme étant de ne se baser sur aucun principe fondamental, de ne jamais déduire, mais d'affirmer toujours à priori, il est tout naturel que ses élucubrations soient contradictoires, vagues et rebelles à toute exposition logique et rationnelle*"<sup>4</sup>. La démarche du savant véritable consiste, au contraire, à commencer par faire la théorie de son objet avant d'en tirer des enseignements applicables à la poursuite d'un idéal social. Les *Éléments d'économie politique pure* constituent, chez Walras, ce préalable théorique indispensable à la formulation de toute préconisation, si bien que cette oeuvre d'économie mathématique est à resituer, elle aussi, dans un cheminement dont l'horizon reste tout de même l'accomplissement d'un idéal d'État républicain animé par le soutien et la mise en oeuvre des valeurs de liberté et d'égalité. Ceci explique l'opposition très vive manifestée à l'égard de Proudhon qui voit dans "*l'État une force spécifique s'opposant au dynamisme de la société civile et toujours porté à étendre son oppression*" (Ansart, 1995). Ainsi, l'anarchisme et l'anti-étatisme de Proudhon portent-ils beaucoup plus atteinte au projet républicain dans lequel se situe Walras que le communisme étatique prônant la propriété collective des moyens de production. L'oeuvre complète de Walras doit être resituée dans ce souci de perfectionnement de l'État vers un idéal d'État républicain.

## 2. La réalité "vraie" de Schumpeter

Pour Schumpeter, les sociétés occidentales, en tant que démocraties citées en exemple de réussite politique, vont de réalisations très relatives en véritables échecs. Le mensonge caractérise en conséquence la promesse de modernité. Voulant rendre compte du monde *réel*, Schumpeter ne peut alors qu'affirmer le déclin inéluctable de la démocratie bourgeoise.

### A. Le savant et l'intellectuel

C'est le regard que l'économiste pose, avant toute analyse, sur le monde qui sélectionnera, agencera, organisera les données de l'investigation à mener.

---

<sup>4</sup> L. Walras, *L'Économie politique et la justice*. Introduction à l'étude de la question sociale, cité par M. Boson, op.cit, p.131.

Schumpeter recourt à cet "acte de connaissance pré analytique qui dispose les matériaux bruts en vue de l'effort analytique" (Histoire de l'Analyse Économique). Cette "vision" a statut théorique et définit les rapports entre observateur et fait observé. Satisfait des succès passés (mais aussi potentiels) du capitalisme, Schumpeter néanmoins ne croit pas en son avenir. La thèse qu'il veut soutenir est que *"Marx s'est trompé de bon pronostic des modalités d'effondrement de la société capitaliste. Mais il n'a eu tort de prédire qu'elle s'effondrerait finalement"* (Capitalisme, Socialisme, Démocratie [1994], p. 143).

Qu'est-ce qui pervertit le capitalisme ? Cette question amène Schumpeter à dissocier système et ordre. Le *système* capitaliste, pour sa part, est constitué de variables quantifiables, interdépendantes, solidaires les unes des autres ; ce système ne peut s'écrouler de lui-même du fait de contradictions internes. Son dépérissement ne provient pas des aléas de l'évolution économique. Il faut alors interroger l'*ordre* capitaliste qu'il qualifie de "civilisation capitaliste". Cet ordre est constitué d'institutions non seulement économiques mais aussi politiques et sociales ; viennent s'y ajouter les croyances, les représentations, les pratiques. C'est l'ordre capitaliste qui est menacé et qui mènerait le système à sa fin, du fait de forces exogènes et de raisons endogènes. Toutes deux usent l'entrepreneur, figure centrale de l'économie schumpétérienne, qui est de plus en plus bureaucratisé, démotivé et affaibli ; la bourgeoisie devient politiquement moribonde ; l'État dès lors intervient massivement.

Par ailleurs les adversaires du capitalisme sont nombreux, ils se retrouvent notamment dans les rangs intellectuels.

Mais il convient d'aller plus loin, dans le détail de sa construction. A cette fin, un point de départ pourrait être que le capitalisme est le fait d'agents dont il faut interroger les motivations.

S'il y a bien des personnages annexes divers, sorte de seconds rôles, un personnage non coutumier est appelé à jouer un rôle actif : l'intellectuel. Il convient de noter qu'il occupe une place primordiale dans le système schumpétérien alors même que d'aucuns pensent qu'il re-lève plutôt de la démarche sociologique. Si les facteurs économiques présentés comme susceptibles de menacer le capitalisme ne le font pas, en revanche, pour Schumpeter deux facteurs sociaux œuvrent de cette disparition de façon fondamentale. En résumant Schumpeter, nous dirons : les murs s'effritent, l'hostilité grandit.

Les murs s'effritent : ceci tient au déclin de la place de l'entrepreneur qui était pourtant une figure centrale du système. Ce déclin est lié à l'entrée en force des managers, mais aussi de façon non négligeable à l'anéantissement de l'aristocratie ou élite dirigeant les affaires politiques. Car un groupe ne devient élite qu'à condition d'être engagé dans les découvertes et la diffusion des innovations, c'est-à-dire à condition d'être groupe moteur, à l'instar de nations ou de firmes motrices. Autrement dit, cette élite doit être capable d'inventer de nouveaux équilibres sociaux. C'est-à-dire encore qu'il convient de faire en sorte que des innovations soient mises en œuvre, mais aussi diffusées dans l'ensemble de la société de manière à ce que leur signification devienne accessible à tous.

L'hostilité grandit du fait du développement des intellectuels que le régime provoque inéluctablement. Schumpeter en fait un portrait complexe en disant qu'ils manient certes le verbe mais qu'ils n'exercent pas de responsabilité, autrement dit ils n'ont pas engrangé d'expérience pratique. En tant qu'observateurs, ils ont une attitude critique et s'imposent par les troubles qu'ils génèrent ou sont susceptibles de générer. Ceci sans grand risque car la bourgeoisie ne sacrifiera pas sa progéniture si iconoclaste soit-elle en se mettant au service des prolétaires ! Mais plus encore *"nous avons trouvé un groupe nombreux dont la situation nettement caractérisé est colorée d'une teinte prolétaire ; un intérêt collectif modelant une attitude collective qui explique d'une manière beaucoup plus réaliste l'hostilité du groupe envers le régime capitaliste que ne saurait le faire la théorie (équivalent à une rationalisation au sens psychologique du terme) selon laquelle l'indignation vertueuse de l'intellectuel dressé contre le capitalisme serait simplement et logiquement provoqué par le spectacle d'exactions honteuses... En outre, notre*

*théorie rend également compte du fait que, loin de diminuer cette hostilité s'accroît chaque fois que l'évolution capitaliste se traduit par une nouvelle réussite*" (Capitalisme, Socialisme, Démocratie [1994], p. 256). Les intellectuels sont dans une situation telle qu'ils influencent l'opinion publique et deviennent des agitateurs professionnels. Pour Schumpeter, s'ils ne font pas toujours la révolution, ils ont néanmoins un rôle de leaders. L'importance de leurs idées accroît la marche vers le socialisme. Pour Schumpeter, l'ascendant social d'une classe de professionnels des idées est un phénomène objectif.

### C. Le système et son devenir

Par rapport aux Saint-Simoniens, aux marxistes, aux socialistes (théoriciens et/ou politiques), Schumpeter prend acte de la protéiformité du socialisme, tout au moins de la grande diversité des doctrines à ce sujet. De la même manière, il s'écarte absolument des socialistes utopiques. "*Je ne préconise pas le socialisme*" déclare-t-il lors d'une conférence devant l'AEA.

Si l'on devait résumer de façon simple (réductrice ?) la vision schumpétérienne, sa position est dès lors parfaitement claire. "*Un pronostic n'implique aucun jugement de valeur relatif à la série d'événements prévus. Si un médecin prédit que son client va mourir sur l'heure, ceci ne veut pas dire qu'il souhaite ce décès... On peut détester le socialisme ou, à tout au moins, l'observer d'un œil froidement critique et néanmoins prévoir son avènement*" (Capitalisme, Socialisme, Démocratie [1994], p. 138). Pour Schumpeter, son rôle est celui du "savant" et non du "politique", il s'agit d'exposer le problème tel qu'il le voit, et son diagnostic ne constitue pas une base pour une prévision. En toile de fond, la même question lancinante est présente : to be or not to be, survie ou disparition du capitalisme. Il revient à la pratique de l'Économie Politique, celle qui consiste à réfléchir sur l'avenir probable du capitalisme et d'un autre choix possible. Résigné et stoïcien, Schumpeter tâche d'aménager la transition par le chemin politique, à l'aide d'une nouvelle théorie de la démocratie. Le capitalisme est donc condamné à disparaître non par incompetence économique mais décomposition sociale interne par "*le succès même du capitalisme mène les institutions sociales qui le protègent et crée 'inévitablement' des conditions dans lesquelles il ne lui sera pas possible de survivre et qui désignent le socialisme comme son héritier présomptif*" (Capitalisme, Socialisme, Démocratie [1994], p. 138). Succès et échecs sont liés : les raisons de l'un sont les conditions de l'autre. Le capitalisme est lié à la performance économique mais il ne peut échapper à la propension autodestructrice, d'origine sociale ; propension inhérente : "*la même évolution économique qui mine la position de la bourgeoisie (en amoindrissant l'importance du rôle des entrepreneurs et des capitalistes, en disloquant ses couches protectrices, en créant une atmosphère d'hostilité) détruit également de l'intérieur des forces motrices du capitalisme*" (Capitalisme, Socialisme, Démocratie [1994], p. 267).

Schumpeter est bien obligé d'admettre qu'il rejoint les auteurs socialistes et/ou marxistes quant à la fin du capitalisme ; mais ceci par un raisonnement différent. En fait il comprend le déclin du capitalisme. Ceci étant, il fait confiance à l'"héritier présomptif", à savoir le socialisme. Dès lors, le socialisme de Schumpeter n'implique nullement les solutions politiques mises en avant par Marx et ses successeurs. Selon lui, en effet, le socialisme est "indéterminé" tant culturellement que politiquement. Et si l'on admet ce point de vue, c'est un système essentiellement économique, qu'il n'y a pas lieu de désirer ou pas. Enfin, il n'y a pas d'incompatibilité entre socialisme et démocratie pourvu que celle-ci soit également indéterminée, autrement dit non entachée de prémisses idéologiques.

Mais alors la question qui se pose est celle des liens que peut entretenir le socialisme avec la démocratie, "*la véritable question est [...] celle de savoir dans quelle mesure le socialisme se qualifie bien ou mal pour la tâche consistant à faire fonctionner la méthode démocratique*" dit-il dans *Capitalisme, Socialisme, Démocratie*. Schumpeter prédit l'émergence du socialisme même s'il ne se reconnaît pas dans cette famille de pensée. Ce socialisme peut vivre. La logique économique du socialisme n'est pas fondamentalement éloignée de celle du capitalisme car il s'agit, en définitive, dans les deux systèmes, de régler les mêmes problèmes.

Le socialisme peut fonctionner dans la mesure où il peut être cohérent. Pour cela il doit reposer sur le travail d'un organe planificateur. Dès lors, son avantage par rapport au capitalisme tient au fait que la centralisation permet d'atténuer la nature cyclique de l'activité d'une part, et d'autre part de lever l'incertitude.

Sur le plan sociologique, il peut aussi fonctionner à condition de fixer les critères de sélection des élites économiques, puis de les motiver.

Au fond, la vraie question qui se pose pour Schumpeter est celle de la définition de la démocratie. La démocratie n'est pas un idéal, un modèle achevé, mais une "méthode" que des sociétés politiques se donnent pour rendre des décisions globales, ceci au travers d'institutions spécifiques propres (élections par exemple...). Son point de vue est celui d'un "commandement concurrentiel dans la prise de décision" au sein duquel les élites jouent un rôle fondamental, leur rôle n'étant aucunement antinomique avec le fonctionnement de la démocratie.

La vraie démocratie, celle qui est vécue, n'est pas une valeur en soi, elle n'incarne pas un but en elle-même. En ce sens, il y a éloignement radical d'avec la pensée classique. La démocratie est un ensemble d'usages, de règles, de procédures destinés à organiser la vie en société *efficacement*. Ses fonctions sont donc purement instrumentales. Finalement, son "gouvernement du peuple" n'est rien d'autre qu'un outillage, un agencement d'institutions dont la vocation est de bien gérer les affaires publiques.

## **II. Le statut de la théorie chez les deux auteurs**

### *1. Science économique et État républicain idéal*

Les économistes libéraux exagèrent totalement la portée de leur dogme dès lors qu'ils lui attribuent la faculté de régler spontanément les inégalités de condition entre les individus, par suite leur inaction entretient et aggrave encore les conflits sociaux. Il faudrait donc stimuler l'activisme de ces conservateurs et leur faire admettre que la paix sociale ne peut pas être obtenue sans éliminer les injustices flagrantes qui caractérisent la situation de l'époque. À l'inverse, il faudrait réfréner les ardeurs des socialistes dans leur volonté de mise en oeuvre de solutions accomplissant l'égalité en leur faisant admettre un intérêt au laisser-faire. Il s'agit de les convaincre de respecter la liberté des individus, principe qui assure, dans le domaine économique, les conditions de la prospérité d'une société. Seule la conciliation des deux points de vue pourrait défendre les deux valeurs républicaines en même temps et conjuguer la paix et la prospérité. C'est ce que permet la discipline économique élaborée par Walras.

#### **A. La conciliation des points de vue et des préconisations**

Les "*économistes*" et les "*socialistes*" ont en partie raison chacun de leur côté : telle est la conviction de Walras. Aussi est-il animé par le souci de concilier ces deux types de points de vue : l'un réclamant la préservation de la liberté et l'autre l'instauration d'une égalité authentique entre les individus. La marche vers un État républicain idéal exige de combiner ces deux positions qui ont tout de même un aspect inconciliable a priori, puisque l'une exige de ne rien faire en supposant l'idéal atteint et l'autre commande d'agir vers son accomplissement. Le soutien conjugué aux deux valeurs républicaines ainsi que le souci d'atteindre un idéal d'État suppose aussi de concilier ces deux sortes d'exigences contradictoires. Contre les socialistes qui doutent des bienfaits de la liberté, contre les libéraux qui prétendent que l'égalité ne peut aller plus loin qu'une déclaration de droit, Walras entend fonder une approche apte à dépasser ces oppositions. Les deux courants n'auraient fait qu'énoncer des préconisations sans chercher à se représenter précisément et à décrire méthodiquement les résultats que l'on pouvait en attendre. "*Malheureusement, il faut bien le dire ; les économistes jusqu'ici ont moins démontré leur laisser faire, laisser-passer qu'ils ne l'ont affirmé à l'encontre des socialistes, anciens et nouveaux, qui, de leur côté, affirment, sans le démontrer davantage, l'intervention de l'État*" (Walras, EEPP, p.233). Loin de faire l'apologie du libéralisme, Walras estime que les deux

sortes de préconisations peuvent être judicieuses, tout dépend des domaines en cause, ou des activités concernées, des circonstances et des contextes historiques. Il soutient ce que nous pourrions nommer sans crainte du paradoxe "un libéralisme interventionniste". Avant tout célébré ou fustigé, c'est selon, pour "*Ses éléments d'économie pure*" révélant l'utilité sociale d'un système de marchés, on ne sait pas assez que Walras est l'auteur d'affirmation aussi tranchée que celle-ci : "*l'État seul peut assurer la culture de la science, et il le fait naturellement quand il en organise l'enseignement*" (EES, p.220). De façon générale, il est clair, pour Walras, que "*le principe de libre concurrence, applicable à la production des choses d'intérêt privé, ne l'est plus à la production des choses d'intérêt public.*" (EEPP, p.233) Comme le souligne Pierre Dockès "*Toute sa vie, (Walras) sera critique envers ceux qui veulent affaiblir l'État*" ([1996], p. 9). Ainsi, il ne semble pas faux de soutenir que tout l'objet de l'oeuvre de Walras, comme la préoccupation constante de ses écrits a été de fournir des critères et une méthode sûre pour déterminer celles des activités dont le déroulement pouvait être régi par le principe du laisser-faire et celles où c'était, au contraire, les lois positives élaborées par des hommes qui devraient s'imposer.

## B. Séparation des domaines, décomposition des problèmes

Les "*économistes*" et les "*socialistes*" ont eu tort chacun de leur côté dès lors qu'ils ont prétendu étendre leur préconisation à tous les domaines en la considérant comme le moyen unique de régler plusieurs types de problèmes. Pour schématiser la position de Walras, on pourrait dire que le défaut socialiste consiste à considérer que tout est du ressort de l'action et de la volonté humaine, tandis que, pour les autres tout de l'ordre des contraintes indépassables auxquelles les hommes doivent se plier. Distinguer entre ce qui est à conserver et ce qui est à rejeter du socialisme et du libéralisme économique revient donc aussi à établir une séparation entre ce qui relève de la volonté humaine et ce qui tient à la nature des choses. Ainsi Walras est-il logiquement conduit à insister sur une opposition entre "*les choses*" et "*les personnes*" et à s'appuyer sur une distinction entre "*faits naturels*" et "*faits humanitaires*". Les premiers "*ont leur origine dans les faits de la nature qui sont des forces aveugles et fatales*" (EEPP, p.16-17) et les seconds prennent "*leur source dans l'exercice de la volonté de l'homme qui est une force clairvoyante et libre*". Cette distinction soutient une "*classification des sciences, courante au XIXe siècle,*" opposant, "*d'un côté, les sciences de la nature et, de l'autre, les sciences morales et politiques*" (Lallement [2004], p.228). Les premières relient les phénomènes entre eux et supposent la possibilité de les expliquer par des enchaînements déterministes de cause et d'effets, les secondes devraient exclure cette possibilité dès lors qu'elles admettent la liberté et la faculté de la raison humaine de fonder quelque chose de nouveau.

La discipline économique tient en partie d'une science naturelle, nous dit Walras, dans la mesure où "*le prix des choses*" prend le caractère d'un "*fait naturel*" dans une économie où les échanges sont installés, ce qui n'est pas le cas dans une "*société primitive*" par exemple. Il faut distinguer les échanges et le prix qui est le résultat des échanges. Si les échanges sont à considérer comme un "*fait humanitaire*" apparaissant avec l'institution de la propriété privée, le résultat des échanges peut, en revanche, s'analyser comme un phénomène indépendant de la volonté des individus. "*L'économie politique pure est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue*" (EEPP, p. XI). C'est seulement dans cette situation supposée que la formation du prix obéit à une loi de l'offre et de la demande qui est aussi imparable que "*celle de la gravitation universelle qui régit tous les mouvements des corps célestes.*" (EEPP, p. 362). Cette loi indique que la nature du prix veut qu'il soit déterminé par l'égalité entre l'offre et la demande. Elle a le statut d'une vérité scientifique, car si les hommes peuvent changer le niveau du prix en agissant sur les quantités offertes ou sur les quantités demandées, ils ne peuvent changer la loi elle-même, c'est-à-dire le principe de formation du prix sous ce régime hypothétique. L'énoncé de cette loi est aussi compatible avec le fait que les hommes puissent supprimer les échanges en abolissant la propriété privée. La théorie permet de tirer les conséquences de cette suppression : les hommes se priveraient de la



fonction équilibrante des échanges et créeraient des situations où l'État devrait tenter d'éliminer a posteriori ces disproportions entre offre et demande (Walras [1896]). La théorie walrassienne de l'échange n'est pas élaborée à partir d'une observation de la réalité des hommes vivant en société. Elle relève de déductions logiques et la construction analytique obtenue est destinée à présenter autant le rôle des échanges que les limites de ce rôle. Il est, ainsi, évident, par exemple, que la théorie du prix n'est valable que pour les choses dont les individus peuvent apprécier l'utilité privée parce qu'elles satisfont des besoins qu'ils sont en mesure de ressentir. Selon cet enseignement, le prix de toute chose qui constitue, au contraire, une utilité collective et qui est de l'ordre de l'intérêt public ne peut pas être laissé au marché. "*N'y a-t-il pas cependant des économistes qui sont tombés dans cette erreur de vouloir soumettre des services publics à la libre concurrence en les remettant à l'industrie privée ?*" (EEPP, p.233) Walras s'oppose donc à tout libéralisme systématique. Le laisser-faire doit pouvoir être justifié lorsqu'il est appliqué à une activité ou à une autre et être rejeté lorsqu'il ne convient pas. Il ne s'agit pas d'un système social mais plutôt d'une technique de production et de répartition dont les domaines d'application sont un sujet de réflexion.

### C. Les trois objets de la discipline économique

Walras a cherché à établir une conciliation de la science, qui expose des lois de fonctionnement auxquelles les hommes doivent se soumettre, avec le fait de la liberté humaine impliquant que le progrès puisse être volontairement poursuivi. Cette conciliation est réalisée en ayant recours à une partition des objets de la discipline économique. La science économique proprement dite, exposée dans les "*Éléments*", ne prend en compte que le caractère "échangeable" des choses. Il faut aussi considérer que celles-ci sont, par ailleurs, "*appropriables*" par des personnes, cela concerne ce qu'il appelle "*l'économie sociale*". De plus, cet objet se distingue de celui de "*l'économie appliquée*" qui, pour sa part, considère la nature "*productible*" des choses. L'une et l'autre concernent des faits humanitaires et se différencient donc de la science "naturelle" qui traite uniquement de la théorie de l'échange. Rebeyrol relève que "*les classifications de Walras ont reçu plutôt mauvais accueil*" et que "*le jugement des commentateurs a toujours été très sévère*" ([1999], p.9). Qu'elles soient réussies ou pas, les classifications correspondent à une décomposition fondamentale qui caractérise la spécificité d'un libéralisme qui ne rejette pas l'interventionnisme. Cette décomposition permet de dénoncer l'erreur de J-B Say (1803), qui fait de la discipline économique une science naturelle intégrale, ce qui revient à supposer que les hommes sont dans la même situation que des animaux, soit sans possibilité de transformer consciemment le milieu dans lequel ils vivent. On ne peut pas supposer qu'il est possible de découvrir la loi de fonctionnement d'une société humaine comme on peut le faire pour une ruche, sauf à admettre que les hommes sont semblables à des abeilles. Si c'était le cas, l'économie ne serait "*qu'une branche de l'histoire naturelle, l'histoire naturelle de l'homme pour faire suite à celle des abeilles*" (EEPP, p.9). C'est ce point de vue tout à fait faux, autant qu'il est commode "*qui a valu à l'école économiste, de la part de Proudhon, l'épithète de fataliste*" (EEPP, p.8).

Les *Éléments d'économie politique pure* ne signifient pas que la prospérité et la paix sociale s'obtiennent naturellement sous l'effet d'un mécanisme de marché autorégulateur. L'économie pure ne dit rien des choses concrètes et des circonstances effectives auxquelles le schéma théorique des échanges peut s'appliquer. Elle fournit un outil d'analyse des problèmes qui se manifestent dans l'actualité d'une époque en offrant un moyen de penser des solutions tenant compte du rôle et des limites des échanges ; mais elle ne donne pas de réponse a priori et de solution toute faite. Cet outil est utile au théoricien lorsque celui-ci cherche à déterminer ce qu'il faudrait faire pour installer une justice sociale sans compromettre les conditions de la prospérité (*Etudes d'économie sociale*). Elle est également précieuse lorsqu'il s'agit de savoir qui de la libre concurrence ou de l'État serait le plus à même, du point de vue de l'efficacité, de prendre en charge la production de tel ou tel type de bien (*Etudes d'économie appliquée*). Ce statut

d'outil n'est compréhensible qu'au regard du rôle que s'attribue Walras : celui de servir l'accomplissement d'un État authentiquement républicain. Il faut donc conclure que pour lui, la discipline économique qu'il élabore n'a pas en vue d'expliquer le fonctionnement d'une société humaine pas plus qu'elle n'a l'ambition de dégager des connaissances sur les hommes et leur comportement encore moins d'expliquer la dynamique historique. Ce genre de projet serait évidemment en contradiction avec les efforts de Walras pour faire en sorte que l'économiste soit aussi un "homme de science" qui intègre et reconnaisse la liberté humaine de perfectionner la société. Les espoirs de Walras sont tels qu'il pense que "*le jour où la science sociale sera faite, il n'y aura plus de socialistes*" (Boson, p.133). Il faut bien admettre qu'il n'a pas réussi à convaincre mais ceci est une autre question.

## 2. *L'hétérodoxie des fondements analytiques*

On peut sans doute dire de Schumpeter qu'il opère une synthèse de l'École autrichienne et de l'École de Lausanne, en mettant l'accent sur un prolongement de l'équilibre walrassien pour inventorier les éléments d'analyse économique permettant une "sortie de la statique" et une ouverture vers une dynamique interprétant les transformations du capitalisme.

### A. De la science en général

L'histoire de toute science "*offre le spectacle de la logique en action, de la logique incarnée dans le concret, de la logique liée à la vision et au projet*" (Histoire de l'analyse économique, [2004], p. 28). Un des grands mérites de Schumpeter est d'avoir reconnu la nécessité de l'étroite union entre l'analyse théorique et la recherche empirique. Mais par ailleurs (car il convient de ne pas tout confondre) dès ses premiers travaux, il insiste fortement sur la séparation nécessaire entre re-cherche théorique et élaboration doctrinale, autrement dit jugements d'existence et jugements de valeur ne doivent pas être mêlés. Dès 1914, il met au centre de ses interrogations l'articulation science-idéologie. Sans entrer dans le détail, Schumpeter ici est en accord avec Marx concernant sa conception de l'idéologie et celle de la science. L'idéologie, faut-il le préciser est un sujet important de la pensée de Schumpeter. L'idéologie est l'entremise par laquelle l'environnement economico-socio-psychologique pénètre l'effort scientifique.

"Les préconceptions" implicites sont particulièrement dangereuses pour le raisonnement scientifique. Elles sont incontournables ce qui n'est pas le cas du jugement de valeur.

L'idéologie peut influencer la science de deux façons. En aval, les jugements de valeur transforment l'analyse économique en système d'économie politique. Mais selon Schumpeter, le plus important est le biais idéologique qui s'exerce en amont de la science dans le procès scientifique lui-même.

La science, quant à elle, dit la vérité, la vérité en tant qu'adéquation de la représentation construite à son objet. Enfin, la réflexion économique est un mélange complexe de science et d'idéologie. Une fois reconnu le biais idéologique, il devient possible pour Schumpeter de distinguer dans un discours économique les propositions scientifiques ; il revient alors à l'historien d'établir la compatibilité de ces propositions et d'en montrer la progression temporelle. Ceci l'amène à définir une science comme "*tout domaine de connaissance qui a mis au jour des techniques spécialisées de recherche des faits et d'interprétation ou d'inférence (analyse)... La science est un raffinement du sens commun ; la science est une connaissance outillée*" (2004, p. 30-31). En conséquence, en sciences sociales à l'instar de toutes autres disciplines de la science, la re-cherche de la vérité elle-même pour elle-même constitue le caractère fondamental de la recherche scientifique, en ce qu'elle est en mesure d'entraîner des pratiques fructueuses que le chercheur n'a pas pour cible naturelle pas plus qu'immédiate.

Schumpeter met alors en avant que l'économie (en tant que branche des sciences sociales) doit être étudiée, analysée comme une totalité disposant de ses propres lois. Une fois le champ et le contenu de l'explication économique déterminés, il conviendra de procéder à une conception abstraite d'économie pure. De fait, quelque soit le phénomène économique envisagé, Schumpeter

cherche à en dégager l'essence. Cette économie "essentielle" (ainsi qu'il la qualifie) est une vue théorique et non un idéal (même si cet idéal était tenu pour irréalisable). F. Perroux résume de façon magistrale la démarche de Schumpeter en disant que ce dernier contraint la réalité à un effort d'abstraction, réalité qu'il dépouille (au sens de simplifier) et tord de manière à faire émerger une conception générale rendant compte d'une relation économique majeure (par exemple une nouvelle combinaison...). L'effort d'un théoricien de l'économie pure n'a de valeur explicative que s'il est possible à partir de l'économie essentielle d'un auteur de reconstituer progressivement l'économie concrète et ce en opérant de façon logique et cohérente sans interruption ni faille.

Et d'ailleurs parce que Schumpeter a bien conscience de la valeur propre de la théorie et tout en même temps de sa valeur relative, il montre la plus grande tolérance envers les constructions et les méthodes d'autrui.

Schumpeter considère l'activité scientifique comme une sorte d'activité sociale. De ce point de vue, "*Capitalisme, Socialisme et Démocratie*" devrait être envisagé non comme le fruit d'un effort ponctuel, mais comme un travail formulé, élaboré avec soin sur le long terme, et jugé pour sa contribution d'une part au fait de faire comprendre que le processus économique et social est un tout, d'autre part à la mise en œuvre d'une science sociale universelle.

On comprend enfin que dans l'ensemble la pensée de Schumpeter demeure éminemment théorique.

En tant qu'un des domaines fondamentaux de l'analyse économique, la "théorie", bien qu'ayant de nombreux sens, n'en a que deux du point de vue de notre auteur. Le premier, le moins important pour lui, est synonyme d'hypothèses explicatives ; le principal travail du théoricien ne peut être de formuler ce type d'hypothèses. La théorie a une tâche différente ; ainsi que nous l'avons évoqué ci-dessus, pour notre auteur elle ne peut se "passer de schémas ou de modèles simplificateurs, qui sont destinés à rendre certains aspects de la réalité et à prendre certaines choses pour établies, de manière à en fonder d'autres conformément à certaines règles de méthode. Des hypothèses de ce genre sont aussi *suggérées* par des faits... mais en stricte logique elles sont la création arbitraire de l'analyste". Mais le travail du théoricien consiste aussi et surtout à inventer d'autres procédés qui permettent de dégager des résultats à partir des hypothèses. Schumpeter insiste sur l'obligation qu'a tout auteur de dégager une vision, cette vision précédant un travail analytique. Ceci étant, cet acte (la "vision") n'est pas autonome, en ce sens qu'elle intègre les résultats scientifiques antérieurs. Ce n'est qu'à partir de ce moment qu'il devient possible d'élaborer un modèle scientifique. En somme, il convient de s'élever à un niveau d'abstraction tel qu'il permette d'élaborer un "*ensemble composite ...d'analyse économique*" ([2004], T1, p.40-41).

A cet égard, pour Schumpeter, Walras fut certainement le premier à en concevoir les virtualités. Et d'ailleurs, il n'est pas incongru de dire que l'objectif intime de Schumpeter était sans doute d'élaborer une théorie qui synthétise l'ensemble des thèses en "dynamic economics" comme, selon lui, Walras l'avait fait pour la "static economics".

## B. À la théorie économique en particulier

Selon Schumpeter, l'analyse économique recouvre quatre champs : la théorie économique, les statistiques, l'histoire économique, la sociologie économique. Schumpeter veut être l'auteur d'une œuvre pluridisciplinaire, à l'instar de Karl Marx. Il explique ainsi que l'étude d'un phénomène impose le recours à l'histoire économique, la statistique, la théorie, la sociologie économique. L'histoire économique est indispensable pour décrire les évolutions et comprendre comment les phénomènes économiques et non économiques sont liés les uns aux autres. Les statistiques sont nécessaires pour mesurer et connaître les faits économiques et sociaux. La théorie sert à produire des schémas, des modèles qui permettent d'établir des règles, des théorèmes. La sociologie économique permet de connaître les facteurs sociaux et les

comportements humains à l'œuvre dans l'économie. Il propose une approche de l'analyse économique ainsi que celle du circuit, circuit que l'on retrouve chez Marx et Keynes, notamment, distincte aussi du marché classique et néo-classique. Alors que pour Walras, les économistes ne peuvent pas, et n'ont pas vocation à prendre en compte les changements – ce qui suggère une conception de la vie économique comme passive, s'adaptant aux influences naturelles et sociales –, la réflexion schumpétérienne se développe en termes d'évolution, c'est-à-dire la prise en compte régulière du changement.

Ainsi "*Essence et contenu principal de l'économie nationale théorique*", qui date de 1908, est pour de nombreux auteurs à l'origine d'une hypothèse et d'un programme de recherche schumpétériens uniques (vision évolutionniste, sociologie économique...). C'est une défense vigoureuse du détour nécessaire par la théorie, c'est aussi une profonde réflexion sur les fondements et la méthodologie. Au regard de son approche des sciences sociales (dont fait partie l'économie), c'est aussi une première présentation explicite de l'individualisme méthodologique, autrement dit, la référence à un individu agissant sur la base d'une rationalité instrumentale.

Si l'on se reporte à Swedberg (1993), Schumpeter pense que tous les phénomènes sociaux ne sont pas rationnels. Deux distinctions sont effectuées : d'une part, la rationalité de l'observateur et la rationalité de ce qui est observé, d'autre part, la rationalité subjective et consciente et la rationalité objective et subconsciente. Dès lors, tout type de recherche scientifique doit nécessairement être rationnel (il s'agit là de la rationalité de l'observateur) ; cela ne signifie pas pour autant que l'objet de l'étude doit aussi être rationnel (ici, c'est la rationalité de ce qui doit être observé dont il est question). Manque de chance ou incomplétude schumpétérienne notons qu'après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, Herbert Simon pose les principes d'une théorie de la rationalité limitée. Toujours selon Swedberg, Schumpeter estime qu'il est impossible de résoudre tous les problèmes à l'aide de la seule théorie économique, autrement dit sans faire intervenir une réflexion historique et une réflexion sociologique. Ce qui amène Schumpeter à dire que l'économie est un aspect de la réflexion sur les institutions. A cet égard, il ne tente pas de réaliser une synthèse de l'histoire mondiale ou de la civilisation occidentale. En fait, toute son analyse se concentre sur les aspects économiques de la société capitaliste ; non seulement l'économie (i.e. économie pure) mais d'autres sciences sociales sont mises à contribution intensément pour tenter de développer un modèle de ce processus économique du système capitaliste. Dans le système schumpétérien, les phénomènes qualitatifs ne peuvent être exclus d'un modèle d'ensemble et détaillé du processus capitaliste, mais l'envers du décor consiste en ce que ces phénomènes ayant pris une certaine importance, il doit être admis que le jugement humain est faillible en tant qu'interprète, les différences d'opinion ne peuvent être éliminées. Ceci mis à part, la correspondance entre théorie et fait essentiel ne peut qu'être en définitive, une question d'opinion.

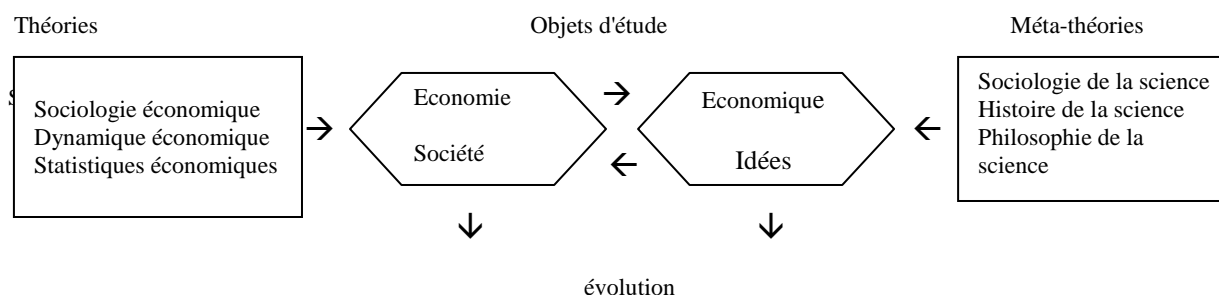
De la même manière, le rôle du travail empirique et ses difficultés ne sont en aucun cas propres au système (modèle ?) schumpétérien. Dire que certains éléments de ce système ne sont pas vérifiables quantitativement parlant n'est pas la même chose que de dire qu'ils ne sont pas vérifiables empiriquement. Ce qui nous conduit à réfuter certaines critiques adressées à Schumpeter : en effet rejeter une théorie au motif que toutes ses données ne sont pas quantifiables revient à entretenir une conception erronée de la nature même de l'objet de l'économie. On retrouve là d'une certaine manière l'approche d'un Schumpeter socio-économiste, à savoir : tout en admettant que des pans de la discipline "économie" ne peuvent être étudiés à l'aide de méthodes statistiques, néanmoins les économistes se doivent de construire des théories ; et ces théories peuvent s'appuyer sur tout aussi bien sur des faits non statistiques.

Les apports sont multiples ; par rapport aux thèses que nous avons cherchées à aborder, nous en mettons deux plus spécifiquement en avant. Tout d'abord, une démarche d'intégration des matériaux. Cette synthèse se fait à trois niveaux séparément : un premier niveau consiste en une intégration de trois méthodes différents : théorique, historique, statistique. Cette démarche est tout à fait novatrice en économie.

Autrement dit, le système schumpetérien procure les moyens d'intégrer différents champs de notre science. Ainsi le comportement du consommateur, les théories de la firme, l'équilibre, les cycles entre autres, sont imbriqués dans un ensemble logique. Enfin, un progrès éminent est réalisé dans le sens d'une intégration de différentes disciplines des sciences sociales. En réalisant que la coopération consiste, non en un échange de résultats, mais dans le fait de s'attaquer à des problèmes communs, la perspective devient plus fructueuse, plus stimulante.

Ensuite, la mise en lumière de l'objet d'une nouvelle discipline. Le système schumpetérien contribue de façon décisive à l'étude de la sociologie économique. O. Lange en dit qu'elle est la science de l'effet des actions économiques sur les actions et les relations sociales ; si l'on reprend cette définition, il convient alors de reconnaître que le rapport de l'entrepreneur à son environnement est l'un des problèmes fondamentaux de la sociologie du capitalisme. A cet égard, les travaux de Schumpeter ont grandement contribué à révéler l'importance de la sociologie économique. Il faut insister sur le fait que Schumpeter n'a jamais crû déchoir en faisant peu ou prou œuvre de sociologue. C'est qu'en effet il est indispensable de scruter les comportements des agents auxquels on s'intéresse, d'entrer en quelque sorte dans leur "intimité" tout comme Marx l'a fait avant lui.

Pour conclure, le schéma de Y. Shionoya (1997) retraduit bien la démarche de Schumpeter.



## Conclusion

L'un se classant dans le camp des "progressistes", croit au progrès de la société dans laquelle règne la propriété privée et considère la science comme un outil de sa transformation. L'autre croit, en revanche, au progrès dans la compréhension des phénomènes sociaux et cherche, dans le désintéressement absolu exigé par la posture du savant, à apporter sa contribution dans ce domaine. Étrangement, le souci républicain d'égalité manifesté par la recherche de réformes qui anime la démarche de Walras et dont l'authenticité est incontestable finit par se perdre dans une analyse logique très abstraite mais très cohérente à tel point que la postérité n'a retenu que cette construction théorique en oubliant le statut d'outil que Walras lui avait conféré. À l'inverse, la question tout à fait théorique qui suscite la recherche de Schumpeter l'a confronté à une matière historique riche et foisonnante de laquelle il a, à bien des égards, quelques difficultés à dégager une loi d'évolution au principe assuré.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANSART P. (1995) "Proudhon". *Dictionnaire des oeuvres politiques*. F. Chatelet, O. Duhamel, E. Piser, Puf.  
 BOSON M. (1951) ? *Léon Walras, fondateur de la politique économique scientifique*, LGDJ.  
 BOUCHARD L.P. (2000), *Schumpeter, la démocratie désenchantée*, Michalon.  
 CAIRE G. (1986), "Marx, Keynes, Schumpeter : trois visions du capitalisme", in Marx, Keynes, Schumpeter : l'hétérodoxie en économie, *Cahiers d'Économie Politique*, n° 10-11, L'Harmattan.  
 CHABERT A. (1950), "Schumpeter et la méthode économique", *Économie Appliquée*, n° 4.

- CLEMENCE R., DOODY F. (1966), *The Schumpeterian System*, Augustus M. Kelley, N.Y.
- DOCKES P. (1996), *La société n'est pas un pique-nique. Léon Walras et l'économie sociale*, Economica.
- FREJAVILLE A. (2004), "De l'économie pure à l'économie appliquée. Mécanismes et comportement chez Walras" in *Études d'Économie Walrassienne, Cahiers du CERAS*, Université de Reims Champagne-Ardenne, hors série n°3.
- LALLEMENT J. (2004), "Walras et les mathématiques, un malentendu persistant", in *Études d'Économie walrassienne, Cahiers du CERAS*, Université de Reims Champagne-Ardenne, hors série n°3.
- LEDUC G. (1950), "Schumpeter, disciple de Walras", *Économie Appliquée*, n° 4.
- NICOLET C. (1982), *L'idée Républicaine en France. Essai d'histoire critique*, Éd Gallimard.
- PERROUX F. (1965), *La pensée économique de J. Schumpeter*, Genève, Droz.
- QUILES J.J. (1997), *Schumpeter et l'évolution économique*, Nathan, Armand Colin 2005.
- REBEYROL A. (1999), *La pensée économique de Walras*, Dunod.
- SHIONOYA Y. (1990), "Schumpeter's Research Program", *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, pp. 314-327.
- SCHUMPETER J.A (1926), *Théorie de l'évolution économique. Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*. Dalloz, 1935.
- SCHUMPETER J.A. (1947), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot 1979.
- SCHUMPETER J.A. (1954), *Histoire de l'analyse économique. Volume III : L'âge de la science*, Éd. Gallimard, NRF, 1983, 2004.
- SWEDBERG R. (1993), *Joseph Schumpeter, His Life and Work*, Polity Press.
- WALRAS L. (1860), *L'économie politique et la justice, examen critique et réfutation des doctrines économiques de M.P.J. Proudhon précédé d'une introduction à l'étude de la question sociale*.
- WALRAS L. (1874-1877), *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, LGDJ 1952.
- WALRAS L. (1896), "Théorie de la propriété", *Revue socialiste*, juin-juillet.
- WALRAS L. (1896), "De la propriété intellectuelle", *Études d'économie sociale*, in "Œuvres économiques complètes", volume IX, Economica, 1990.
- WALRAS L. (1896), "Le problème fiscal", *Études d'économie sociale*, in "Œuvres économiques complètes", volume IX, Economica, 1990.
- WALRAS L. (1898), "Esquisse d'une doctrine économique et sociale", in *Études d'économie politique appliquée*, Pichon et Durand-Auzias, 1938.

